

SOMMAIRE

Editorial 1

Europe 2020 2

Vieillessement
actif 3

Nos membres 4

EDITORIAL



Le 28 octobre 2010, la CEC a pu s'exprimer devant le Conseil et la Commission européenne dans le cadre du Sommet Social Tripartite d'automne, sous la Présidence belge de l'Union. Cette réunion qui se tient deux fois par an, donne la possibilité aux partenaires sociaux européens d'échanger directement avec les plus hauts représentants de ces instances européennes. Pour ce sommet, la CEC a voulu lancer des pistes de réflexion allant au-delà de l'austérité pour favoriser la croissance et l'emploi en Europe.



GEORGES LIAROKAPIS / PRÉSIDENT

Les pressions à court terme obligent les décideurs politiques à se concentrer sur les urgences, il est pourtant nécessaire de se préoccuper de comment retrouver la croissance à plus long terme.

Les défis auxquels l'Europe doit faire face sont importants, plus pour certaines économies que d'autres. La croissance économique reste fragile dans plusieurs pays. Compte tenu de l'importance de la dette des Etats et des déficits, la marge pour stimuler la croissance par des fonds publics est faible.

Cependant, contrairement à l'idée reçue que peu d'emplois sont créés en Europe, entre 1995 et 2008, 24 millions de nouveaux emplois avaient été créés, plus qu'aux Etats-Unis pour la même période

et malgré une augmentation de la population plus faible.

Il ne faut pas oublier qu'en 2009, le marché européen représentait environ 101 millions de ménages détenant chacun un revenu moyen de 35 000 \$ par an. L'Union européenne des 27 est aujourd'hui la plus large économie intégrée du monde avec 28% du PIB mondial.

Il est à noter que les entreprises en Europe ont été très profitables. Entre 1998 et 2008 les entreprises européennes ont connu une hausse moyenne de leurs résultats de +9,7% à comparer avec +6,1% aux Etats-Unis.

”Au-delà de l'austérité, quelles idées pour favoriser la croissance et l'emploi en Europe”

On peut citer trois opportunités de croissance qui devraient devenir prioritaires :

- poursuivre la réforme sur le marché du travail en concertation avec les partenaires sociaux,
- libérer la productivité et le développement des services,
- coordonner les politiques pour stimuler la croissance par l'innovation.

Dans ce contexte, la CEC est prête à apporter sa contribution et mettre à disposition le réseau des travailleurs qu'elle représente pour une meilleure compréhension des enjeux et la mise en application d'une stratégie de façon efficace.



Conférence "Europe 2020 et la France : au-delà de la crise, préparer l'avenir"



La stratégie « Europe 2020 », a été adoptée par les Etats membres en juin dernier. Cela faisait suite à une proposition de la Commission européenne soumise en mars, comme nous l'avions déjà signalé dans nos précédentes newsletters.

Au lendemain d'une crise aux lourdes conséquences économiques et sociales pour l'Europe, la stratégie Europe 2020 a fixé comme objectif de trouver les moteurs d'une croissance et d'une compétitivité indispensable à l'Europe et de mettre en œuvre une économie intelligente, durable et inclusive. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso, a présenté la stratégie Europe 2020 en déclarant : « Cette bataille doit mobiliser l'ensemble des intervenants en Europe ».

La Représentation en France de la Commission européenne et l'Institut de l'Europe d'HEC Paris ont organisé une conférence-débat de haut niveau, le 10 septembre 2010 à Paris, autour de la nouvelle stratégie économique de l'Union européenne Europe 2020.

La Conférence a réuni des parle-

mentaires européens, des dirigeants d'entreprise, des représentants d'institutions françaises et européennes, et des personnalités du monde académique et social, qui ont débattu de la méthode et des moyens à mettre en œuvre pour concrétiser les objectifs de la stratégie Europe 2020. Les intervenants ont été appelés à débattre sur les initiatives prioritaires à prendre en France et en Europe pour que le grand marché européen joue son rôle de levier de croissance. Ils ont donné leurs points de vue sur les réformes structurelles qui s'imposent en France et les améliorations d'une gouvernance commune au niveau européen.

LA STRATÉGIE EUROPE 2020 FIXE ALORS LES OBJECTIFS SUIVANTS :

- Améliorer le taux d'emploi de la population âgée de 24-64 ans de 69% à 75%. Cela implique une meilleure intégration par le marché du travail des femmes, des seniors et des migrants ;
- Stimuler la recherche ainsi que la capacité d'innover en y investissant 3% du PIB de l'UE ;
- Atteindre l'objectif 20-20-20 :
 - Réduction de 20% des émissions de gaz participants à l'effet de serre ;
 - 20% de la consommation d'énergie de l'UE doit parvenir des ressources renouvelables ;
 - Réduction de 20% de l'exploitation de l'énergie primaire en améliorant l'efficacité énergétique.

Les travaux ont donné lieu à un consensus sur la nécessité d'agir pour renforcer la compétitivité à long terme de l'économie européenne, notamment à travers le soutien à l'innovation et à la transition vers une croissance verte. Les intervenants ont mis en exergue la

LES GRANDS CHANTIERS DE LA STRATÉGIE D'EUROPE 2020 :

Economie
Industrie
Recherche et innovation
Emploi, formation et éducation
Environnement et économie verte

nécessité de financements conséquents appuyant la mise en œuvre des objectifs de la stratégie.

Dans son mot d'accueil, le Président du Conseil économique, social et environnemental (CES), Jacques Dermagne a souligné que l'Europe 2020 a le mérite de faire émerger une politique industrielle à l'échelle de l'Union. Cependant, le succès de la stratégie dépendra des moyens dont disposera l'Union.

La Chef de la Représentation en France de la Commission européenne, Anne Houtman, a mis l'accent sur la confiance que la stratégie Europe 2020 doit porter à l'être humain, en tablant sur la créativité et l'innovation, élément qui a toujours été défendu par la CEC.

Par ailleurs, le Commissaire européen en charge du Marché intérieur et des Services, Michel Barnier, a pointé la nécessité d'un débat régulier sur les questions européennes, notamment sur la capacité de l'Europe à demeurer une puissance capable de faire entendre sa voix, d'agir et d'avoir du poids au niveau mondial.

Le débat a été conclu sur une note d'espoir pour une Europe plus proactive que réactive et normative, une Europe plus capable de se mobiliser, à travers des outils existants ou une politique d'investissement de long terme.

L'augmentation de la durée de vie en Europe est une bonne nouvelle, mais le vieillissement de la population peut augmenter la pression sur les budgets des états, et les systèmes publics de pension.



La politique du vieillissement actif vise à créer davantage d'opportunités pour que les personnes âgées puissent continuer à travailler et à rester en santé plus longtemps. En effet encourager les travailleurs âgés à rester dans l'emploi nécessite notamment d'adapter leurs conditions de travail, de mettre à jour leurs compétences en leur fournissant un meilleur accès à la formation continue mais nécessite aussi l'examen des systèmes fiscaux et sociaux pour les inciter à travailler plus longtemps.

L'Europe est dans un processus inévitable de vieillissement de la population. A partir de 2012, la population européenne en âge de travailler commencera à rétrécir, tandis que la population des plus de 60 ans continuera à augmenter d'environ deux millions de personnes par an. La plus forte pression devrait se produire au cours de la période 2015 - 2035 lorsque la génération dite du baby-boom prendra sa retraite.

Selon les dernières prévisions d'Eurostat, publiées en 2008, d'ici 2060, il n'y aura plus que deux person-

nes en âge de travailler (15 - 64 ans) pour chaque personne âgée de plus de 65 ans dans l'Union européenne. Cette évolution est due à la combinaison d'un faible taux de natalité et l'augmentation de la durée de vie.

En effet, aujourd'hui, plus que jamais, les Européens vivent plus longtemps et en meilleure santé. Depuis 1960, l'espérance de vie a augmenté de huit ans, et les projections démographiques prévoient encore une augmentation de cinq années au cours des quarante prochaines années. L'allongement de la durée de vie est une excellente nouvelle, néanmoins le vieillissement de la population exerce des pressions sur les budgets des états et les systèmes de retraite.

L'UE a un rôle important à jouer dans des domaines tels que le vieillissement actif, la protection sociale et l'inclusion, mais le rôle principal revient aux gouvernements nationaux, régionaux et locaux, ainsi qu'à la société civile et aux partenaires sociaux.

Dans le cadre de la stratégie pour l'emploi, les États membres ont commencé à inverser la tendance à la

Le 6 septembre 2010, la Commission européenne a désigné l'année 2012 comme « l'année européenne du vieillissement actif ».

L'Année européenne du vieillissement actif a vocation à servir de cadre à la sensibilisation, à l'identification et à la diffusion de bonnes pratiques et, surtout, à encourager les décideurs et les parties prenantes à tous les niveaux à promouvoir le vieillissement actif. Pour plus d'informations, voir : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=89&langId=fr&newsId=860>

Le 7 juillet 2010, la Commission européenne a lancé un débat public à l'échelle européenne sur les moyens de garantir des pensions adéquates, durables et sûres et sur la manière dont l'UE peut apporter un meilleur soutien dans les efforts nationaux.

Le document de consultation, un Livre vert, pose une série de questions invitant toutes les parties intéressées à contribuer à travers leurs commentaires, leurs opinions et leurs idées pour répondre au défi des retraites – l'un des plus grands défis auquel doit se confronter l'Europe et la plupart des régions du monde d'aujourd'hui – et voir comment l'UE pourrait contribuer à les résoudre.

Pour plus d'informations, voir : <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=fr&catId=89&newsId=839>

La CEC prépare sa réponse à cette consultation.

retraite anticipée. Le taux d'emploi dans l'UE-27 pour les personnes âgées de 55-64 ans a augmenté de 36,9 % en 2000 à 46 % en 2009.

Le vieillissement actif est également un outil efficace pour lutter contre la pauvreté parmi les personnes âgées. En 2008, dans l'Union européenne, 19 % des personnes âgées de plus de 65 ans étaient exposés à un risque de pauvreté. Un nombre considérable de personnes âgées souffrent de la vieillesse comme d'une sorte de marginalisation. Alors que de meilleures possibilités d'emploi pour les personnes âgées pourraient contribuer à lutter contre certaines des causes de la pauvreté dans ce groupe d'âge, une participation active des personnes âgées à des activités bénévoles pourraient aussi réduire leur isolement.

Réunion conjointe des partenaires sociaux Européens dans le secteur de la chimie : Conférence de Postdam, 23-24 septembre 2010.



La Conférence des Fédérations ECEG (Association Européenne du Patronat de la Chimie), EMCEF (Fédération européenne des syndicats des mines, de la chimie et de l'énergie) et FEC-CIA (Fédération Européenne des Cadres de la Chimie et des Industries Annexes) a reçu le support de la Commission Européenne et a rassemblé plus de 70 experts issus du monde de l'économie des associations et des syndicats. Il s'agit de la première conférence menée conjointement entre ces trois partenaires sociaux européens. Sous les auspices de l'organisation FECCIA et de son organisation membre allemande, la VAA (association des cadres de la chimie), la chaire du Professeur Thusnelda Tivig de l'Université de Rostock, a étudié l'importance et le poids de l'évolution démographique dans l'industrie chimique en Europe. Le Professeur Tivig a présenté lors la conférence les tous premiers résultats d'une étude très complète sur les conséquences

du changement démographique dans l'industrie chimique européenne.

De l'avis de toutes les organisations présentes, la tâche centrale est d'adapter l'organisation du travail en fonction de l'augmentation du vieillissement de la population. M. Storm, Secrétaire d'Etat allemand, a clairement exprimé dans son message de bienvenue que le choix de la retraite anticipée avait dû être définitivement abandonné en Allemagne et il s'est montré confiant sur les possibilités d'augmenter le taux d'emploi des travailleurs âgés.

bonnes pratiques en matière de vieillissement actif dans le secteur bancaire, sur base des résultats de l'enquête et des commentaires reçus. Puis, dans le cadre d'une conférence, la présentation et la diffusion des résultats de l'enquête ainsi que du code de bonnes pratiques.

Cette conférence s'est tenue à Lisbonne le 24 septembre 2010. Les intervenants ont mis l'accent sur les problèmes qui touchent le secteur bancaire, le besoin de satisfaire l'actionnaire et la nécessité de rendre les entreprises profitables. Ils ont souligné la difficul-

L'emploi des seniors dans le monde bancaire en crise : le vieillissement actif



Avec le soutien financier de la Commission européenne, la FECEC (Fédération Européenne des Cadres des Etablissements de Crédit et institutions financières) a mené un projet relatif à : « L'emploi des seniors dans le monde bancaire en crise : le vieillissement actif. »

Ce projet se divise en plusieurs phases. D'abord, une enquête sur l'emploi des seniors dans le secteur bancaire. Ensuite, la conception d'un code de

té de la transmission des compétences et la faiblesse du secteur en matière de formation continue.

Le président de la CEC M. Liarokapis, a présenté les objectifs de l'Europe 2020, en les situant dans la perspective de l'évolution de l'économie et du vieillissement de la population européenne.